

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

BIMENSUEL
*Paraissant les 15 et 30
de chaque mois*



**10 SAFAR 1414
30 juillet 1993**

35^e année

Sommaire

I - LOIS ET ORDONNANCES

13 juillet 1993	Loi n° 93-028 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention - les Changements Climatiques signée à Rio de Janeiro au Brésil le 12 Juin 1992
17 juillet 1993	Loi n° - 93-029 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Tokyo (Japon) - Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Japonais d'Outre - Mer (O.E.C.F.).
17 juillet 1993	Loi n° - 93-030 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Washington (U.S.A.) - Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale (A.I.D) relatif au financement du projet d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle (P.A.E.T.F.P.).
18 juillet 1993	Loi n° 93-031 modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance n° 8 instituant les Communes.
18 juillet 1993	Loi n° 93-032 abrogeant et remplaçant les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n° 1991 portant loi organique relative à l'élection des sénateurs.
18 juillet 1993	Loi n° - 93-033 autorisant la ratification de l'accord portant création de l'organisme d'information et de coopération pour la commercialisation des produits de la pêche.
18 juillet 1993	Loi n° 93-034 modificative de la loi des finances 1993.
18 juillet 1993	Loi n° - 93-035 autorisant la ratification de l'accord de coopération dans le domaine de la pêche le 27 juin 1993 entre la République Islamique de Mauritanie et le Gouvernement du Japon.
18 juillet 1993	Loi n° - 93-036 autorisant la ratification de l'accord de coopération dans le domaine de la pêche le 11 avril 1993 entre la République Islamique de Mauritanie et la République d'Algérie.
20 juillet 1993	Loi n° - 93-037 relative à la repression de la production, du trafic et de l'usage des substances Psychotropes.
20 juillet 1993	Loi n° 93-038 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi 63.023 du 27 mai 1963 portant code du travail.

II. - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS**Présidence de la République****ACTES DIVERS**

- 08 février 1993 Décret n° 14-93 portant nomination du Président de la Cour Suprême
- 11 juillet 1993 Décret n° 101-93 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre de Mérite National MAURITANI

Premier Ministère**ACTES DIVERS**

- 13 février 1993 Décret n° 19-93 relatif à l'interim des Ministres

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération**ACTES REGLEMENTAIRES**

- 20 juillet 1993 Décret n° 104-93 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Tokyo (Japon) entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Japonais de Coopération d'Outre-Mer (O.F.C.A.).
- 20 juillet 1993 Décret n° 105-93 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Washington (U.S.A.) entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale pour le Développement (A.I.D.) relatif au financement du projet d'appui à l'enseignement technique professionnel (P.A.E.T.F.P.)

Ministère de la Défense Nationale**ACTES REGLEMENTAIRES**

- 12 juillet 1993 Décret n° 102-93 modifiant et abrogeant le décret n° 54-81 du 23 mai 1981 fixant les attributions de la Défense Nationale et l'organisation de l'administration centrale de son département, et le décret n° 33-89 du 17 mai 1989 modifiant l'article 2 du même décret.

ACTES DIVERS

- 06 juillet 1993 Décret n° 97-93 Portant promotion d'un élève officier de l'Armée Nationale au grade de capitaine

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement**ACTES DIVERS**

- 06 juillet 1993 Décret n° 93-082 modifiant certaines dispositions du décret n° 91-044 du 19 mars 1991 relatif à la composition, au fonctionnement et aux attributions du Conseil d'Administration du Centre National de Recherche et de Développement Agricole de Kaédi (CNRA).
- 08 juillet 1993 Décret n° 93-083 portant modification du décret n° 80-081 du 25 avril 1980 modifiant le décret n° 9-80 du 9 décembre 1978 portant création et organisation d'un établissement public dénommé Centre National de Formation et de Vulgarisation Agricole de Kaédi.

Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement**ACTES REGLEMENTAIRES**

- 08 juillet 1993 Décret n° 93-081 modifiant le décret n° 91-028 du 14/02/91 portant création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé Agence Mauritanienne de Communication

Conseil Constitutionnel

- 04 juillet 1993 Décision n° 005/DC

III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION**IV. - ANNONCES**

I - LOIS & ORDONNANCES

Loi n° 93- 028 du 13 juillet 1993 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention - cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques signée à Rio de Janeiro au Brésil le 12 Juin 1992.

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - Le Président de la République est autorisé à ratifier la Convention - cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques signée par le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie à Rio de Janeiro au Brésil le 12 Juin 1992.

ART 2 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

Loi n° - 93- 029 du 17 juillet 1993 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Tokyo (Japon) le 2 juillet 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Japonais de Coopération Economique d'Outre - Mer (O.E.C.F.).

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - Le Président de la République est autorisé à ratifier l'accord de prêt signé à Tokyo (Japon) le 2 juillet 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Japonais de Coopération Economique d'Outre - Mer (O.E.C.F.) d'un montant de 4.663.000.000 (Quatre milliards six cent soixante trois millions) de yens, relatif au financement du programme d'ajustement du secteur des entreprises publiques.

ART 2 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

Loi n° - 93- 030 du 17 juillet 1993 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Washington (U.S.A) le 2 juillet 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale pour le Développement (A.I.D) relatif au financement du projet d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle (P.A.E.T.F.P.).

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - Le Président de la République est autorisé à ratifier l'accord de prêt signé à Washington (U.S.A) le 2 juillet 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale pour le Développement (A.I.D) relatif au financement du projet d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle (P.A.E.T.F.P.).

ART 2 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

Loi n° 93- 031 du 17 juillet 1993 complétant certaines dispositions de la Loi n° 87-289 du 20 octobre 1987 relative à l'organisation des collectivités locales.

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - Les dispositions de la Loi n° 87-289 du 20 octobre 1987 relatives aux communes sont abrogées et remplacées par celles de la présente loi.

ART 8 - Le Conseil municipal est obligatoire pendant quatre sessions ordinaires durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre.

La durée de chaque session est de dix jours ouvrables consécutifs, prolongée par arrêté du maire sur demande du conseil municipal. Cette demande peut être avancée ou reportée à l'initiative de l'autorité de tutelle. Au cas où le maire s'abstient de convoquer le conseil municipal à l'une des sessions, l'autorité de tutelle peut se substituer au conseil municipal.

Si pour deux sessions consécutives le conseil municipal ne se réunit pas, l'Intérieur peut suspendre le conseil municipal. Cette suspension ne peut excéder deux sessions.

ART 2 - Les dispositions de la Loi n° 87-289 du 20 octobre 1987 relatives aux communes sont abrogées et remplacées par celles de la présente loi.

ART 9 - Le maire réunit le conseil municipal à la fois qu'il le juge utile et à la fois à la demande du conseil municipal. Le conseil municipal est tenu de convoquer le conseil municipal à la session extraordinaire. Cette session extraordinaire est convoquée par le conseil municipal à la demande du conseil municipal. Cette session extraordinaire est convoquée par le conseil municipal à la demande du conseil municipal.

En cas de refus du conseil municipal de convoquer le conseil municipal, l'autorité de tutelle peut suspendre le conseil municipal.

ART 3 - Les dispositions de la Loi n° 87-289 du 20 octobre 1987 relatives aux communes sont abrogées et remplacées par celles de la présente loi.

ART 22 - Le conseil municipal est tenu de convoquer le conseil municipal à la session extraordinaire. Cette session extraordinaire est convoquée par le conseil municipal à la demande du conseil municipal. Cette session extraordinaire est convoquée par le conseil municipal à la demande du conseil municipal.

La durée de la suspension est de dix jours. L'exception de la durée de la suspension est de dix jours. La dissolution générale du conseil municipal peut être prononcée par le conseil municipal.

Il est procédé dans ce cas à l'élection d'un conseil municipal dans un délai n'excédant pas deux mois.

ART 4. - Les dispositions de l'article 32 sont abrogées et remplacées par celles qui suivent:

ART 32. - Ne sont exécutoires qu'après approbation conjointe du ministre chargé de l'Intérieur et du ministre chargé des Finances.

Les délibérations portant sur:

- Le budget de la commune;
- Les emprunts à contracter, les garanties à consentir;
- Les acceptations ou refus de dons et legs comportant des charges ou une affectation spéciale;
- Les transferts de crédits de chapitre à chapitre;
- La fixation dans le cadre des lois et règlements en vigueur du mode d'assiette, des tarifs, redevances et droits perçus au profit de la commune;
- Les acquisitions, aliénation, échanges portant sur les immeubles du domaine privé de la commune.

Le ministre chargé de l'Intérieur et le ministre chargé des Finances peuvent déléguer par arrêté conjoint leurs pouvoirs d'approbations aux autorités administratives locales.

ART 5. - Les dispositions de l'article 77 sont abrogées et remplacées par celles qui suivent:

ART 77. - Les règles de la comptabilité publique applicables aux communes sont celles fixées par l'ordonnance n° 89.012 du 23 janvier 1989 portant règlement général de la comptabilité publique.

ART 6. - Les dispositions de l'article 80 sont abrogées et remplacées par celles qui suivent:

ART 80. - Les marchés de services, travaux et fournitures pour le compte de la commune sont passés dans les formes et conditions prévues au décret n° 93.011 du 10 janvier 1993 portant règlement des marchés publics.

Il est créé une commission municipale des marchés publics présidée par le maire et comprenant deux conseillers désignés par le conseil municipal et deux agents de l'Etat désignés par l'autorité administrative locale.

ART 7. - Les dispositions de l'article 94 sont abrogées et remplacées par celles qui suivent:

ART 94. - Sont électeurs tous les citoyens mauritaniens des deux sexes, âgés de 18 ans accomplis, jouissant de leurs droits civiques et politiques inscrits sur la liste électorale et pouvant justifier d'une durée de résidence dans la commune d'au moins six mois. Cette dernière condition n'est pas applicable aux fonctionnaires et agents de l'Etat mutés dans la commune dans les six derniers mois.

ART 8. - Les dispositions de l'article 102 sont abrogées et remplacées par celles qui suivent:

ART 102. - En cas de besoin et par arrêté du ministre de l'Intérieur, avant chaque élection une période de révision extraordinaire qui ne peut excéder trois mois est ouverte avant la date du scrutin.

La commission administrative prévue aux articles 100 et 101 statue sur les demandes d'inscription et de radiation.

La révision de la liste est close 30 jours avant le scrutin.

Les décisions de la commission sont publiées et peuvent être attaquées dans les conditions prévues à l'article 101. Celles-ci doivent être prises au plus tard 20 jours avant les élections.

ART 9. - Les dispositions abrogées et remplacées par:

ART 108. - Sont éligibles les citoyens mauritaniens de 25 ans accomplis. Un candidat dans une circonscription est inscrit sur une seule liste.

ART 10. - Les dispositions abrogées et remplacées par:

ART 113. - Les déclarations présentées par les participants au groupement des candidats inscrits sur une même liste sur papier libre doit être en trois exemplaires: un pour les candidats eux-mêmes et deux pour l'administration locale et centrale.

- 1- le titre donné à la liste;
- 2- les noms, prénoms des candidats;
- 3- le nom du représentant.

Chaque liste doit choisir de ses bulletins, affiches et autres listes. Couleurs et cas rappeler l'emblème national.

ART 11. - Les dispositions abrogées et remplacées par:

ART 116. - La campagne électorale doit commencer 15 jours avant l'ouverture du scrutin et se terminer la veille de celui-ci à zéro heure.

ART 12. - Les dispositions abrogées et remplacées par:

ART 120. - L'élection se déroule en une seule séance. Il n'est pas admis de liste inégales.

ART 13. - La présente loi est officielle et exécutée comme telle.

Le Président de la République

MAAOUYA OULD

loi n° 93-032 du 18 juin 1993 remplaçant les dispositions de l'ordonnance n° 91-029 du 10 janvier 1991 relative à l'élection de l'Assemblée Nationale et le

Le Conseil Constitutionnel

Constitution, Le Président de la République la teneur suit:

ARTICLE PREMIER - Les dispositions abrogées et remplacées par:

" Article 2 : Le sénat est renouvelé tous les deux ans. A cet effet, les sénateurs sont répartis en fonction des wilaya et des circonscriptions électorales de l'étranger selon trois séries A, B et C. Le tableau en annexe à la présente loi indique le nombre de sénateurs par série. Le tirage au sort est effectué par le bureau du sénat 90 jours avant le scrutin du premier renouvellement du sénat. Un tirage au sort est effectué pour les séries restantes, dans les 15 jours au moins avant le jour du renouvellement partiel du

Dans chaque série, le mandat des sénateurs commence à l'ouverture de la session ordinaire du mois de mai qui suit leur élection, date à laquelle expire le mandat des sénateurs antérieurement en fonction"

L'élection des sénateurs qui précèdent la date du d
Article 3 - La présente loi

LE PRÉSIDENT D
MAAOUYA OULI

ANNEXE : Répartition des 56 sièges des sénateurs des 53 moughataas et des trois zones alphabétique arabe en série A, B et C

Wilayas	Série A	Série B	Série C
I. Hodh Chargui	1 Amourj	1. Dignei	1 Néma
II. Hodh Gharbi	2 Bassaknou	2 Walata	2 Timbed
	3. Tintane	3 Kobonie	3 Aloup
III. Assaba	4 Barkeul	4 Tamchekeft	4 Kiffa
IV. Gorgol	5 Kaedi	5 Boundeid	5 Guerrou
V. Brakna	6 Aleg	6 Kankoussa	6 Mongue
VI. Trarza	7 Boutibritt	7 M'Boutt	7 Maghar
VII. Adrar	8 Wad Nafha	8 Bababe	8 M'Bagn
	9 Aoujett	9 Boghe	9 Maghta
VIII. Dakhlet NDR	10 Nouadhibou	10 Kermasseine	10 Rosso
IX. Tagant	11 Moudjeria	11 Mederdra	11 K'Kiz
X. Guidimagha	12 ouli Yenge	12 Atar	12 Ouada
XI. Tiris Zemmour	13 Bir Moghreïn		13 Cheimp
XII. Inchiri	14 Akjoujt	13 Tidjekia	14 Tichit
XIII. Wilaya de NKT	15 Dar Naam	14 Selibaby	15 F'Derr
	16 Ksar	15 Zouératt	16 Toujou
	17 El Mina	15 Sebkh	17 Teyar
XIV. Circonscriptions extérieures des Sénateurs de l'étranger	18 Afrique subsaharienne	17 Aravatt	18 Teyreg
		18 Riadh	19 Monde
		19 Europe et autres	

Loi n° - 93- 033 du 18 juillet 1993 autorisant la ratification de l'accord portant création de l'organisation intergouvernementale d'information et de coopération pour la commercialisation des produits de la pêche en Afrique. (INFOPECHIE).

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté, Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

ARTICLE PREMIER - Le Président de la République est autorisé à ratifier l'accord portant création de l'organisation intergouvernementale d'information et de coopération pour la commercialisation des produits de la pêche en Afrique (INFOPECHIE) ainsi que ses annexes, signé le 13 Décembre 1991 à Abidjan (COTE D'IVOIRE).

ART 2 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

Loi n° 93- 034 du 18 juillet 1993 modificative de la loi des finances 1993

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté, Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

1 - DISPOSITIONS DE NATURE GENERALE

ARTICLE PREMIER. - Caractère exécutoire du budget rectifié de l'année 1993.

Texte de l'article - Le budget de l'Etat de l'année financière 1993, sera exécuté conformément aux dispositions de la présente loi de finances, de la loi de finances initiale de l'année, des lois de finances et ordonnances antérieures, en tout ce qui n'a pas été modifié ou abrogé.

2- DISPOSITIONS RESSOURCES

Article 2. - Propositions
Général des Impôts et du
Texte de l'article - Les
Général des Impôts sont r

*article 370
Le texte suivant est subst
taxe de délivrance et de
de résident instituée p
l'immigration est fixée à
Sont dispensés du paiement
suivantes:

les enfants à
reglementation fi
les ressortissants
taxe les ressortiss

* article 227
La taxe de consommation
comme suit:

-24-01 tabac en feuil
-24-02 cigarettes

La fiscalité douanière
position tarifaire P7-01-
suit:

exonération du dr
augmentation du

ART 3. - Redevance annue
Texte de l'article - La SN
au budget de l'Etat au tit

ART 4. - Création d'un c
"subvention française à l
Texte de l'article - Con
décret n° 93-037 du 04
compte d'affectation sp
française à l'ajustemen
nomenclature de la com
porte le numéro 933.60

En crédit, ce compte recevra des fonds de contrepartie en ouguiyas correspondant à des décaissements en devises effectués par la France et finançant des importations.

En débit, ce compte enregistrera les dépenses faites sur les opérations intéressant les secteurs suivant :

- * Santé;
- * Education
- * Equipement Urbain;
- * Hydraulique et Genie Rural
- * Infrastructures
- * Environnement;
- * Insertion et réinsertion

ART 5. - Création d'un compte d'affectation spéciale "subvention Européenne à l'ajustement structurel".

Texte de l'article - Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé "subvention Européenne à l'ajustement structurel".

En crédit, ce compte recevra des fonds de contrepartie en ouguiyas correspondant à des décaissements en devises effectués

par la Communauté Eco. finançant des importations. En débit, ce compte enregistre sur les opérations intéressées :

- * Santé
- * Secteur routier;
- * Emploi;
- * Crédit Agricole ;

ART 6. Autorisation d'émission

Texte de l'article - L'Etat émet des bons du trésor, à hauteur de 2.262 (deux mille deux

millions d'UM en bons du Trésor au taux annuel de 11 %

4.856 (quatre mille huit cent cinquante six millions d'UM en bons du Trésor

annuel égal au taux d'escorment en vigueur. Les intérêts payables annuellement sont régis par la réglementation fiscale en

3 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 7 - Article recapitulatif des ressources

Texte de l'article - Pour l'année 1993, les ressources affectées au budget sont désormais évaluées à 36.023 (trente six mille deux cents vingt trois millions) d'ouguiyas, se répartissant comme suit :

	L'ANNEE 1993	MODIFICATION LFR
- Recettes fiscales	21.273.000.000	480.000.000
- Recettes non fiscales.	4.904.000.000	1.230.000.000
- Recettes en capital	400.000.000	310.000.000
- Remboursement des prêts et avances	1.000.000	0
- Comptes d'affectation spéciale	4.000.000	0
- Aides, dons et subventions	0	470.000.000
- Allègement de la dette	5.620.000.000	1.331.000.000
TOTAL DES RESSOURCES	32.202.000.000	3.821.000.000

Article 8 - Article recapitulatif des charges

Texte de l'article - Pour 1993, le montant des charges est désormais fixé à la somme de 35.078.642.900 (trente cinq mille sept cent quatre vingt huit mille six cents quarante deux mille neuf cents) ouguiyas se répartissant comme suit :

	L'ANNEE 1993	MODIFICATION LFR
- Pouvoirs publics et fonction des administrations	12.518.062.900	0
- Dépenses communes de transferts et interventions divers	7.539.580.000	0
- Dette publique : Intérêts	2.965.000.000	1.370.000.000
- Amortissement	7.203.000.000	1.800.000.000
- Dépenses d'investissement	1.700.000.000	- 170.000.000
- Plafond des prêts pouvant être consentis	500.000	0
- Plafond des avances pouvant être consentis	500.000	0
- Prises de participations	148.000.000	0
- Comptes d'affectation spéciale	4.000.000	0
TOTAL DES CHARGES	32.078.642.900	3.000.000.000

Article 9 - Le nouvel équilibre budgétaire.

Texte de l'article - L'équilibre général des ressources et des charges de l'Etat pour l'année 1993 s'établit désormais :

OPERATIONS PAR NATURE

RESSOURCES

OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF

1-BUDGET GENERAL

1-1 Dépenses de fonctionnement

1-2 Dépenses d'investissement :

- Investissement

- Amortissement du capital de la dette

1-3 Recettes courantes

1-4 Recettes en capital

1-5 Aides-Dons-Subventions

1-6 Emprunts

27.887.000.000

710.000.000

470.000.000

OPERATIONS PAR NATURE		RESSOURCES
1-7 Allègement de la dette		6.951.000.000
1-8 Excédent		
TOTAL DES OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF:		36.018.000.000
TOTAL BUDGET GENERAL		36.019.000.000
OPERATIONS PAR NATURE		RESSOURCES
OPERATION A CARACTERE PROVISOIRE		
2- COMPTE DE PRÊTS		
2-1 Prêts consentis		
2-2 Prêts remboursés		500.000
3 COMPTES D'AVANCES		
3-1 Avances consenties		
3-2 Avances remboursés		500.000
4 COMPTES DE PARTICIPATIONS		
4-1 Prises de participations		
4-2 Réalisation de participations		
TOTAL DES OPERATIONS A CARACTERE PROVISOIRE		1.000.000
2 BUDGETS ANNEXES ET		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE		
2-1 Recettes		
2-2 Dépenses		4.000.000
TOTAL GENERAL		
DES RESSOURCES ET DES CHARGES		36.023.000.000 36.023.000.000

ART 10 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée co

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

LE BUDGET GENERAL DE FONCTIONNEMENT

RESSOURCES BUDGETAIRES

TITRE 01 RECETTES FISCALES

CHAPITRE 01 : IMPÔTS SUR LES REVENUS ET BENEFICES NETS

article 01 - Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et sur les bénéfices des e

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	loi de finances initiale
3.154.000.000	+ 320.000.000	3.474.000.000
Suivant détail cidessous		
- BIC sur pèlagiqu		
BIC sur les entreprises		
étrangères exécutant		
des travaux en Mauritanie		
	+ 170.000.000	+ 170.000.000

CHAPITRE 05: TAXE SUR LES BIENS ET SERVICES

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	loi de finances initiale
76.000.000	+ 60.000.000	136.000.000

article 02 Droit Fiscaux **CHAPITRE 06 : IMPÔTS SUR LE COMMERCE ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES**

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	loi de finances initiale
3.518.000.000	+ 80.000.000	3.598.000.000

article 01 Droit de timbres **CHAPITRE 07 AUTRES RECETTES FISCALES**

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	loi de finances initiale
109.000.000	+ 20.000.000	129.000.000

TITRE 02 RECETTES NON FISCALES**CHAPITRE 08 : RECETTES DIVERSES**

article 07 - Divers autres produits.

Paragraphe 20: Recouvrement des créances bancaires

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	total
86.000.000	+ 300.000.000	386.0

Paragraphe 30 : Fonds de soutien au developpement

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	total
775.000.000	+ 200.000.000	975.0

Paragraphe 40 : Autres recettes non fiscales SNJM

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	total
0	+ 600.000.000	600.0

Paragraphe 40 : Autres recettes non fiscales -SONIMEX

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	total
0	+ 130.000.000	130.0

TITRE 03 RECETTES EN CAPITAL**CHAPITRE 09 VENTE DE CAPITAL FIXE, DE STOCKS, DE TERRAINS ET D'ACTIFS INCORPORELS**

article 04 vente de terrains et d'actifs incorporels

Paragraphe 10 Terrains de construction et lotissements domaine.

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	total
200.000.000	+ 80.000.000	280.0

paragraphe 70 autres actifs incorporels (vente actions BNM)

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	total
200.000.000	+ 230.000.000	430.0

TITRE 04 AIDE DONS SUBVENTIONS**CHAPITRE 10 AIDE, DONS, SUBVENTIONS COURANTS**

Article 02 : Aides, dons, subventions des organismes internationaux. (Aide CEE à l'ajustement)

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	total
0	+ 470.000.000	470.0

CHARGES BUDGETAIRES**TITRE 01 CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE****CHAPITRE 02 CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE**

article 04 intérêts de la dette extérieure de l'Etat.

Paragraphe 22 Divers intérêts dette Etat.

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	total
418.000.000	+ 581.000.000	999.0

Paragraphe 23 Divers intérêts dette Etat.

loi de finances initiale	loi de finances rectificative	total
0	+ 789.000.000	789.0

BUDGET GENERAL D'INVESTISSEMENT**TITRE 31 AMORTISSEMENT DE LA DETTE EXTERIEURE****CHAPITRE 04 - AMORTISSEMENT DE LA DETTE DE L'ETAT**

article 03 - Dette publique extérieure.

Paragraphe 25 Divers amortissement principal dette publique

loi de finances initiale	loi de finances rectificative
906.000.000	+ 93.000.000

Paragraphe 26 : Divers amortissement principal dette publique

loi de finances initiale	loi de finances rectificative
0	+ 999.000.000

Paragraphe 27 : Divers amortissement principal dette publique

loi de finances initiale	loi de finances rectificative
0	+ 708.000.000

TITRE 32 CONSTRUCTIONS ET INFRASTRUCTURES**CHAPITRE 01 : IMMEUBLES SCOLAIRES, SPORTIFS, CULTURELS**

article 27: Réhabilitation et constructions centres de santé

Paragraphe 40 : Dépenses sur marché

loi de finances initiale	loi de finances rectificative
15.000.000	- 11.000.000

article 31 - Réhabilitation bâtiments administratifs.

Paragraphe 40: Dépense sur marché

loi de finances initiale	loi de finances rectificative
40.000.000	- 40.000.000

CHAPITRE 02 TRAVAUX D'URBANISME

article 15 - Electrification et approvisionnement en eau potable quartiers périphériques.

Paragraphe 40 - Dépenses sur marché

loi de finances initiale	loi de finances rectificative
70.000.000	35.000.000

article 16 - Electrification de 13 capitales régionales et villes de l'intérieur

paragraphe 50 - Autres dépenses à préciser

loi de finances initiale	loi de finances rectificative
150.000.000	- 75.000.000

TITRE 35 : ETUDES-CONTROLES-RECHERCHES**CHAPITRE 01 : PROJET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

article 19 - Aménagement baie du repos

Paragraphe 40 - Dépenses sur marché

loi de finances initiale	loi de finances rectificative
66.000.000	- 9.000.000

Loi n° - 93-035 du 18 juillet 1993 autorisant la ratification de l'accord de coopération dans le domaine de la pêche maritime signé le 27 juin 1993 entre la République Islamique de Mauritanie et le Gouvernement de la Fédération de Russie.

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - Le Président de la République est autorisé à ratifier l'accord de coopération dans le domaine de la Pêche maritime signé à Nouadhibou le 27 juin 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Gouvernement de la Fédération de Russie.

ART 2 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

Loi n° - 93-036 du 18 juillet 1993 autorisant la ratification de l'accord de coopération dans le domaine de la pêche maritime signé le 11 Avril 1993 entre la République Islamique de Mauritanie et la République d'Ukraine.

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - Le Président de la République est autorisé à ratifier l'accord de coopération dans le domaine de la Pêche maritime signé le 11 avril 1993, à Nouakchott, entre la République Islamique de Mauritanie et la République d'Ukraine.

ART 2 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

Loi n° - 93-037 du 20 juillet 1993 relative à la répression de la production, du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants et substances Psychotropes.

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE PREMIER - Les présentes dispositions s'appliquent à toutes les substances inscrites par arrêté du Ministre chargé de la Santé aux tableaux I, II, III et IV, à savoir les substances classées comme stupéfiants, et substances psychotropes par les conventions internationales et leurs préparations, les précurseurs ainsi que toutes autres substances, préparations et plantes dangereuses pour la santé publique en raison de leurs effets toxicomanogènes et des abus auxquels elles peuvent donner lieu, classées suivant les mesures de contrôle auxquelles elles sont soumises.

ART.2. Pour l'application il est fait une distinction "drogues à haut risque" et des substances figurant au et d'autres part, les "drogues" par les substances figurant

Sont considérées comme p classées au tableau IV.

CHAPITRE II

ACTION SUR L'OFFRE

(DROGUES A HAUT RISQUE)

1. INCRIMINATIONS ET PRODUCTION

ART 3. - Seront punis d'un 30 ans et d'une amende 100.000.000UM ceux qui s culture, l'extraction, la pré la tranformation de drogue En cas de récidive la sanc peine de mort.

TRAFFIC INTERNATIONAL

ART.4. - Seront punis d'un 30 ans et d'une amende 100.000.000UM ceux qui s l'importation de drogues à En cas de récidive, la sanc peine de mort.

TRAFFIC NATIONAL

ART.5. - Seront punis d'un 30 ans et d'une amende 100.000.000UM ceux q l'expédition par poste ou l'achat, le transport, la dét la livraison, la distribution ou gratuit, ou l'emploi de d En cas de récidive, la sanc peine de mort.

BLANCHIMENT DE L'ARGENT

ART.6. - Seront punis d'un 40 ans et d'une amende 100.000.000UM ceux frauduleux, auront facilit justification mensongère ou des biens de l'auteur mentionnées aux articles auront sciemment appor opération de placement, conversion du produit d'un

FACILITATION

ART.7. - Seront punis d'un ans et d'une amende de 20 1- ceux qui auront fa substances ou plan risque, à titre oné en procurant dans tout autre moyen

Il en sera ainsi notamment directeurs d'hôtels, cafés, de réunion, salles de specta qui laissent faire l'usage dans leur établissement étant présumée lors d'un les lieux par les autorités d

- 2 ceux qui auront sciemment établi des ordonnances médicales de complaisance
- 3 ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives ou d'ordonnances médicales de complaisance, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer lesdites substances ou plantes ;
- 4 ceux qui, connaissant le caractère fictif ou de complaisance de ces ordonnances médicales, auront, sur la présentation qui leur en aura été faite, délivré lesdites substances ou plantes

INCITATION A L'USAGE DE DROGUES A HAUT RISQUE

ART.8. - Seront punis d'un emprisonnement de 2 à 10 ans et d'une amende de 200 000UM à 1 000 000UM, ceux qui, par un moyen quelconque, auront provoqué, alors même que cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, à l'usage de substances présentées comme ayant les effets de drogues à haut risque

FOURNITURE DE SOLVANTS A UN MINEUR

ART.9. - Seront punis d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 50 000UM à 250 000UM, ceux qui, en connaissance de cause, auront fourni des solvants à un mineur.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

ART.10. - Toute association ou entente en vue de commettre l'une des infractions prévues aux articles 3,4,5 et 6 sera punie d'un emprisonnement de 10 à 20 ans et d'une amende de 100 000UM à 1 000 000UM.

ART.11. - Le tribunal pourra prononcer, à titre de peine principale, une interdiction définitive du territoire à l'encontre d'un étranger condamné pour l'une des infractions prévues aux articles 5,7 et 8. Il pourra, dans ce cas, ordonner l'exécution provisoire de sa décision.

ART.12. - La tentative d'une des infractions réprimées aux articles 3,4,5 et 6 sera punie d'un emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende de 2 000 000UM à 10 000 000UM.

Les peines prévues dans la présente loi seront portées au double en cas de récidive.

Les peines prévues aux articles 3,4 et 5 pourront être prononcées alors même que les divers actes qui constituent les éléments de l'infraction auront été accomplis dans des pays différents.

II - AGGRAVATIONS

ART.13. - Le maximum des peines prévues aux articles 3,4,5 et 10 sera porté au double et pourra aller jusqu'à la peine capitale :

- lorsque l'infraction aura été commise dans le cadre d'une organisation de malfaiteurs se livrant à des activités criminelles organisées,
- lorsqu'il aura été fait usage de la violence ou d'armes par l'auteur de l'infraction,
- lorsque les drogues offertes auront provoqué la mort.

ART.14. - Le maximum des peines prévues aux articles 3,4,5 et 10 sera porté au double :

- si l'auteur de l'infraction assume une charge publique et que l'infraction est liée à la dite charge,
- lorsque l'infraction aura été commise par une personne dont la fonction est de lutter contre l'abus ou le trafic de drogues,
- en cas d'utilisation de mineurs,
- lorsque les drogues à haut risque auront été offertes ou cédées à des mineurs ou à des handicapés mentaux, à des personnes en cure de désintoxication, dans des lieux de culte, dans des établissements d'éducation, dans des établissements militaires, dans des prisons, en grande quantité, ou après avoir fait l'objet de mélange ou d'adultération rendant leur consommation encore plus dangereuse.

III. PEINES ACCESSOIRES

OBJET

CONFISCATION

ART.15. - Dans tous les cas prévus aux articles 3,4,5,6,7,38, 39 et 40 les infractions prévues, la confiscation des substances

ART.16. - Dans tous les cas prévus aux articles 3,4,5,6,7,38 et 39 les infractions prévues, les installations, matériels, servent, directement ou indirectement, à la commission de l'infraction ainsi que celle-ci, à quelque personnel que les propriétaires. Les frais d'enlèvement des installations matérielles du condamné, s'ils sont à la charge de l'administration, ils seront à la charge de la justice criminelle.

ART.17. - Toute condamnation pour l'une des infractions prévues aux articles 39 prononcée à l'encontre d'un condamné, entraîne l'interdiction définitive

FACULTÉ

INTERDICTION

ART.18. - Les tribunaux pourront prononcer, à titre de peine principale, une interdiction définitive du territoire à l'encontre d'un étranger condamné pour l'une des infractions prévues aux articles 5,7 et 8. Il pourra, dans ce cas, ordonner l'exécution provisoire de sa décision.

INTERDICTION DE SORTIR DU PAYS

ART.19. - Les tribunaux pourront prononcer, à titre de peine principale, une interdiction définitive de la sortie du territoire à l'encontre d'un étranger condamné pour l'une des infractions prévues aux articles 5,7 et 8. Il pourra, dans ce cas, ordonner l'exécution provisoire de sa décision.

SUSPENSION DU PERMIS DE CONDUIRE

ART.20. - Les tribunaux pourront prononcer, à titre de peine principale, la suspension du permis de conduire, du permis de licence de pilote d'avion

INTERDICTION D'EXERCER LA PROFESSION

ART.21. - Dans tous les cas prévus aux articles 3,10,38 et 39, les tribunaux pourront prononcer, à titre de peine principale, l'interdiction d'exercer la profession pour laquelle le délit aura été commis. Cette interdiction ne pourra excéder 5 ans.

Dans les cas prévus aux articles 3,10,38 et 39, les tribunaux pourront ordonner l'interdiction d'exercer la profession pendant un délai qui ne pourra excéder 5 ans.

CONFISCATION

ART.22. - Dans les cas prévus aux articles 3,10,38 et 39 les infractions prévues, les installations, matériels, servent, directement ou indirectement, à la commission de l'infraction ainsi que celle-ci, à quelque personnel que les propriétaires. Les frais d'enlèvement des installations matérielles du condamné, s'ils sont à la charge de l'administration, ils seront à la charge de la justice criminelle.

Dans les cas prévus aux articles 3,10,38 et 39, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des biens meubles et immeubles, des matériels et meubles décorés.

POURSUITES CONTRE LES EXPLOITANTS

ART.23. - Les tribunaux pourront, dans tous les cas visés aux articles 7 et 39, ordonner la fermeture de l'établissement pour une durée de 3 ans au plus et prononcer, le cas échéant, le retrait de la licence de débit de boissons ou de restaurant.

IV - DISPOSITIONS SPÉCIALES DE PROCÉDURE

a - Dispositions spéciales concernant l'enquête

DISPOSITIONS LÉGALES A FACILITER LES ENQUÊTES :

MODALITÉS DE GARDE À VUE.

ART.24. - Dans les hypothèses prévues aux articles 3 à 10, 38 à 39, le délai de garde à vue est de 72 heures. Toutefois, le Procureur de la République, dans les cas visés à l'article 56 du code de procédure pénale, et le juge d'instruction, dans le cas prévu à l'article 63 du même code, peuvent, par une autorisation écrite, la prolonger pour une durée supplémentaire de 72 heures.

Une deuxième prolongation peut être accordée dans les mêmes conditions pour une durée supplémentaire de 72 heures.

Le Procureur de la République ou le juge d'instruction ou l'Officier de la Police Judiciaire doit désigner un médecin expert qui, dès le début de la garde à vue, puis toutes les 24 heures, examine la personne gardée à vue et délivre, après chaque examen, un certificat médical motivé qui est versé au dossier. La personne retenue est avisée du droit de demander d'autres examens médicaux par l'Officier de Police Judiciaire, mention de cet avis est faite au procès-verbal. Ces examens médicaux sont de droit.

PERQUISITIONS

ART.25. - Les visites, perquisitions et saisies dans les locaux où l'on usera en société de drogues à haut risque et à ceux où seront fabriquées, transformées ou entreposées illicitement lesdites substances ou plantes seront possibles à toute heure du jour ou de la nuit.

Elles ne pourront se faire que pour la recherche et la constatation des délits prévus au présent article et devront être précédées d'une autorisation écrite du Procureur de la République lorsqu'il s'agira de les effectuer dans une maison d'habitation ou un appartement à moins qu'elles ne soient ordonnées par le juge d'instruction.

COMPÉTENCE TERRITOIRE ÉLARGIE

ART.26. - Sur autorisation écrite expresse du Procureur de la République ou du Juge d'Instruction lorsque celui-ci est saisi, les enquêteurs pourront effectuer leurs investigations sur toute l'étendue du Territoire National. Sont dispensés de cette autorisation, les enquêteurs habilités par arrêté du Ministre de la Justice après avis du Procureur Général de la Cour Suprême.

EXTENSION DE LA ZONE D'INTERVENTION EN MER

ART.27. - Dans une zone contiguë comprise entre 12 et 24 milles marins mesurés à partir des lignes de base de la mer territoriale et sous réserve d'accords de délimitation avec les États voisins, le service des douanes peut exercer les contrôles nécessaires en vue de :

- a - prévenir les infractions aux lois et règlements que l'administration des douanes est chargée d'appliquer sur le territoire douanier;
- b - poursuivre les infractions à ces mêmes lois et règlements commises sur le territoire douanier.

Les services de police également compétents p dans les mêmes limites p
POSSIBILITE DE FAIR
BIOI

ART.28. - Lorsque de présumer qu'une person transporte des drogues dans son organisme, le soumettre à des exam après avoir préalablement exprès. En cas de refus, Procureur de la République compétent afin d'obtenir médecin aux fins de p Procureur de la République déroulement de l'enquête.

DISPOSITIONS CONS

ART.29. - En cas d'incu infractions mentionnées et afin de garantir l'encourues, des frais de prévue aux articles 16 e compétent, sur requête ordonner, aux frais ava modalités prévues par le mesures conservatoires inculpée.

La condamnation vaut conservatoires et perm sùretés. La décision d'acquiescement emporte Trésor, main levée des n même en cas d'extinction

ART.30. - En cas de pou délits prévus aux article d'instruction pourra ord une durée de 6 mois au hôtel, pension, restaura leurs annexes, ou lieu q utilisé par le public où l'exploitant ou avec sa pourra, quelle qu'en ait, renouvellement dans le durée de 6 mois au plus c

b - Dispositions sp
procédurDISPOSITIONS LÉGALES
REF

PEINES ATTENUÉES POUR

ART.31. - Toute person de participation à une as vue de commettre l'une articles 3 à 10, 38 et 39 ayant révélé cette ass l'autorité administrativ d'éviter la réalisation c les autres personnes en

Ilors les cas prévus à maximale encourue par complice de l'une des in à 10, 38 et 39, qui aura, ou facilité l'identificati après l'engagement des l'arrestation de ceux - ci

c - Dispositions spéciales concernant l'exécution des peines

ART. 32. - L'interdiction du territoire entraîne de plein droit la reconduite du condamné à la frontière à l'expiration de sa peine. Le condamné ne pourra, en aucun cas, demander à bénéficier de la levée de la mesure. Les remises de peine éventuellement prononcées pendant l'exécution de la condamnation ne pourront être effectives qu'en contre-partie de l'exécution immédiate de cette interdiction.

d - Dispositions relatives à la conservation et à la destruction des substances saisies.

CONFECTION DE SCHELLS ET CONDITIONS DE CONSERVATION (SECURITE ET INTEGRITE)

ART 33. Toutes substances découvertes doivent être immédiatement saisies et placées sous scellés selon la procédure suivante :

- L'Officier de police judiciaire établit un procès-verbal mentionnant les circonstances, ainsi que la date et le lieu de la saisie; une description des substances découvertes; la qualité et le volume approximatifs; l'indication des modes de pesée; la description des scellés réalisés et de leur contenu; la mention de tout test effectué et des résultats; toute autre observation utile.
- Un procès-verbal d'inventaire sera dressé par ailleurs précisant le nombre des scellés, et, pour chaque scellé, la qualité ou le poids net, la nature et la description des produits saisis.

Tout mouvement ultérieur des scellés devra faire l'objet d'un procès-verbal établissant que ce qui a été stocké, déplacé et éventuellement échantillonné et analysé correspond bien à ce qui a été saisi.

Des mesures de sécurité appropriées doivent être prises et mises en oeuvre pour que la substance saisie et les échantillons ne puissent pas être subtilisés, détournés, utilisés ou faire l'objet de trafic à quelque moment que ce soit de la procédure aussi longtemps qu'ils sont nécessaires à l'application de la loi.

ECHANTILLONNAGE

ART 34. - En cas de saisie de produits stupéfiants ou de substances psychotropes, l'autorité judiciaire compétente ordonne qu'il soit procédé sans retard à des prélèvements d'échantillons en quantité suffisante en vue de l'établissement des preuves et de l'identification probante des substances saisies en conformité avec les standards internationaux. Les prélèvements seront faits en présence du mis en cause ou d'un témoin et placés sous scellés.

S'il est procédé à une expertise des échantillons pour déterminer la composition des substances saisies et leur teneur en principe actif de produits stupéfiants ou de substances psychotropes, cette dernière sera effectuée aussi rapidement que possible après saisie pour limiter les risques d'altération physique ou chimique.

DESTRUCTION DES PRODUITS SAISIS

ART 35. - En cas de saisie de produits stupéfiants ou de substances psychotropes, l'autorité judiciaire compétente ordonne qu'il soit procédé à leur destruction aussitôt après le prélèvement des échantillons prévus à l'article précédent, à moins que la conservation des dits produits ou substances ne soit indispensable à la procédure en cours. Dans ce cas, la destruction des produits devra être effectuée dès que la condamnation sera définitive.

La destruction des produits saisis se fera conformément à un décret d'application.

TAB (DROGUE)

PRODUCT

ART 36. - Seront punis d'ans et d'une amende de qui auront contrevenu la production, la culture la fabrication, la tran l'importation, l'offre, l'ex l'acquisition ou l'achat, l'courtage, l'envoi, la li cession à titre onéreux risqué.

TAB (PRECO)

PRODUCT

ART 37. - Seront punis d'ans et d'une amende de qui se livrent à la pro fabrication, l'exportat l'expédition par poste l'achat, le transport, la d la livraison, la distribut ou gratuit ou l'emploi illicites. Sont considérées comm illicites les opérations substances dépassant professionnelle et qui l'exercice d'une activité

CHA ACTION SU

I - INCRIMINATION

ART 38. - L'usage de dro en dehors des prescript risque est interdit, qu'i occasionnel ou habituel employé. Il en va de même des pro

REPRESSION DE LA

ART 39. - Seront pu maximum de 2 ans et 100.000 U.M. ou de seulement, ceux qui au usage de l'une des su stupéfiants ou substance

ART 40. - Dans tous l'article, la confiscation saisies sera prononcée.

INTERDICTION D

ART 41. - Les tribu l'interdiction du territo ans, contre tout étrang prévus par les articles territoire entraîne de p condamné à la frontière l'interdiction du territ titre de peine principa pourra ordonner l'exécut

II - DISPOSITIONS ALTE

ART 42. - Toute person substances ou plantes c substances psychotr surveillance de l'autori aux articles ci après.

a- Obligation de soins alternative aux poursuites

ART 43 - Il pourra être enjoint aux personnes ayant fait un usage illicite de stupéfiants ou substances psychotropes de subir une cure de désintoxication ou de se placer sous surveillance médicale, dans les conditions prévues par l'article 46.

ART 44 - Chaque fois que le Procureur de la République, par application de l'article 45 aura enjoint à une personne ayant fait un usage illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes de suivre une cure de désintoxication ou de se placer sous surveillance médicale, il en informera l'autorité sanitaire compétente. Celle-ci fera procéder à un examen médical et à une enquête sur la vie familiale, professionnelle et sociale de l'intéressé.

- 1- Si après examen médical, il apparaît que la personne est intoxiquée, l'autorité sanitaire lui enjoint de se présenter dans un établissement agréé pour suivre une cure de désintoxication.
- 2- Lorsque la personne a commencé la cure à laquelle elle a été invitée, elle fait parvenir à l'autorité sanitaire un certificat médical indiquant la date du début des soins, la durée probable du traitement, et l'établissement dans lequel ou sous la surveillance duquel aura lieu l'hospitalisation ou le traitement ambulatoire.
- 3- L'autorité sanitaire contrôle le déroulement du traitement et informe régulièrement le parquet de la situation médicale et sociale de la personne.
- 4- En cas d'interruption du traitement, le directeur de l'établissement ou le médecin responsable du traitement en informe immédiatement l'autorité sanitaire qui prévient le parquet.

L'action publique ne sera pas exercée à l'égard des personnes qui se seront conformées au traitement médical qui leur aura été prescrit et l'auront suivi jusqu'à son terme.

b-Obligation de soins en cours de poursuites

ART 45 - Les personnes inculpées du délit prévu par l'article 40, lorsqu'il aura été établi qu'elles relèvent d'un traitement médical, pourront être astreintes, par ordonnance du juge compétent à subir une cure de désintoxication accompagnée de toutes les mesures de surveillance médicale et de réadaptation appropriées à leur état.

ART 46 - Ceux qui se soustrairont à l'exécution d'une décision ayant ordonné la cure de désintoxication seront punis des peines prévues à l'article 41, sans préjudice, le cas échéant, d'une nouvelle application des dispositions de l'article 47. Toutefois, ces sanctions ne seront pas applicables lorsque la cure de désintoxication constituera une obligation particulière imposée à une personne qui avait été condamnée à une peine d'emprisonnement assortie de sursis avec mise à l'épreuve.

ART 47 - L'autorité sanitaire saisie ou le chef d'établissement agréé qui aura contrevenu aux dispositions de l'article 46 et 50, pourra être condamné à une peine d'emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 100.000 à 250.000UM. A titre de peine complémentaire, le retrait de l'agrément pourra être prononcé.

c - Signalement

ART 48 - L'autorité sanitaire saisie d'une personne usant d' stupéfiants ou de substances psychotropes, délivrera un certificat d'un médecin, d'un assistant social, d'une infirmière, d'un examinateur médical et à une enquête professionnelle et sociale de l'intéressé.

Si après examen médical, il apparaît que la personne est intoxiquée, l'autorité sanitaire lui enjoint de se présenter dans un établissement agréé pour suivre une cure de désintoxication.

Si, après examen médical, il apparaît que la personne ne nécessite pas de cure de désintoxication, l'autorité sanitaire lui enjoint de se placer, tout le temps nécessaire, sous surveillance médicale, ou d'un établissement agréé.

Soins spontanés

ART 49 - Les toxicomanes qui se présentent spontanément dans un établissement hospitalier ou dans un établissement agréé, ne seront pas soumis aux dispositions de l'article 45. Ils pourront, s'ils le désirent, bénéficier de l'anonymat au moment de leur admission.

Cet anonymat ne pourra être opposé à la répression des délits de stupéfiants et des substances psychotropes.

ART 50 - Les personnes qui se soumettent à un traitement dans les conditions prévues à l'article 45, pourront demander au médecin responsable du traitement un certificat nominatif mentionnant la durée et l'objet du traitement.

ART 51 - L'action publique ne sera pas exercée à l'égard des personnes ayant fait un usage illicite de stupéfiants ou substances psychotropes, lorsqu'elles se sont soumises à un traitement médical, ou à une cure de désintoxication ou à une surveillance médicale.

ART 52 - La présente loi sera mise en œuvre par la procédure d'urgence et exécutée.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

MAAOUYA OULD SI

Loi n° 93- 038 du 20 juin 1993 complétant certaines dispositions de la loi n° 23 janvier 1963 portant code de procédure pénale.

L'Assemblée Nationale et Le Président de la République ont approuvé la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - Les dispositions du livre III du code de procédure pénale sont remplacées par celles qui suivent.

Article 1 (nouveau). - Les personnes exerçant une profession, des métiers, professions connexes concourant à la production de produits déterminés ou la mise en œuvre de ces produits peuvent constituer libéralement des sociétés professionnelles.

Tout travailleur ou employeur, sans distinction d'aucune sorte, peut adhérer librement à un syndicat de son choix, dans le cadre de sa profession.

Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts matériels et moraux de leurs adhérents.

ART.3 (nouveau) :- Tout membre d'un syndicat professionnel peut s'en retirer à tout instant nonobstant toute clause contraire sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation afférente aux six mois qui suivent le retrait d'adhésion.

Toute personne peut aussi ne faire partie d'aucune organisation.

Toute clause statutaire contraire à la liberté syndicale est nulle de plein droit et peut entraîner la dissolution du syndicat.

Toute entrave à la liberté syndicale est passible de peines applicables en matière d'entrave à la liberté de travail.

ART.7 (nouveau) :- Les membres chargés de l'administration ou de la direction d'un syndicat professionnel doivent:

- être de nationalité Mauritanienne;
- être majeurs;
- avoir leur domicile légal en Mauritanie;
- jouir de leurs droits civils;
- avoir la capacité électorale
- être membre du syndicat;

ART 2 Les dispositions du sont complétées ainsi qu'il

CHAPITRE

De la suspension et de la des syndicats professionnels

ART.27. - La suspension o professionnel ou l'union c constitué conformément a titre ou qui s'écarte de sa l'activité est contraire à peut, sur requête du mini par le tribunal de la Wilaya En cas de suspension, le dans les 90 jours du pronq soit la dissolution, soit la l

ART.28. - En cas de disso ou judiciaire les biens conformément aux statuts statutaires, suivant les assemblée générale. En être répartis entre les men le tribunal peut ordonn judiciaire, la confiscation.

ART 3 -La présente loi Officiel et exécutée comm

LE PRESIDENT E
MAAOUYA OUL

II. - DECRETS, ARRÊTES, DECISIONS

Présidence de la République

ACTES DIVERS

DÉCRET n° 14-93 du 08 février 1993 portant nomination du Président de la Cour Suprême

ARTICLE PREMIER : Monsieur Mohameden Ould M'Boirick est nommé Président de la Cour Suprême.

ART 2 : Le présent décret sera public au Journal Officiel.

Decret n°101-93 du 1 nomination a titre excepti National "ISTHQAQ EL W

ARTICLE PREMIER - Est dans l'ordre du Mérite WATANIL MAURITANI".

AU GRADE D

Monsieur Mouhamedo Chinguitti
ART 2 - Le présent déce Officiel.

Premier Ministère

ACTES REGLEMENTAIRES

Décret n° 19-93 du 13 février 1993 relatif à l'interim des Ministres

ARTICLE PREMIER - En cas d'absence de leurs titulaires l'interim des ministres est assuré dans l'ordre suivant:

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

- Monsieur Mactar Ould Haye, Ministre de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports.

- Monsieur Ahmed Ould Santé et des Affaires Socia
- Monsieur Rachid Ou Communication et des Rel

Ministère de la I

- Monsieur Lemrabott Si Ahmed, Ministre de l' Télécommunications

- Monsieur Sow Abou Demba, Ministre de la Justice.
- Maître Sghair Ould M'bareck Ministre de l'Education Nationale.

Ministère de la Justice

- Monsieur Limam Ould Teguedi, Ministre de la Culture et de l'Orientation Islamique.
- Monsieur Lemrabott Sidi Mahmoud Ould Cheikh Ahmed, Ministre de l'Interieur des Postes et Télécommunications
- Maître Sidi Mohamed Ould Mohamed Vall, Ministre des Mines et de l'Industrie.

Ministère de l'Interieur des Postes et Télécommunication

- Monsieur Ahmed Ould Minih, Ministre de la Défense Nationale.
- Monsieur Sow Abou Demba, Ministre de la Justice.
- Monsieur Diagana Moussa Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme.

Ministère des Finances

- Mouhamedou Ould Michel, Ministre du Plan
- Monsieur Diagana Moussa Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme.
- Monsieur Mohamed Ould Amar Ministre de l'Equiperment et des Transports

Ministère du Plan

- Monsieur Kane Cheikh Mohamed Fadel, Ministre des Finances.
- Monsieur Diagana Moussa Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme.
- Monsieur Mohamed Ould Amar, Ministre de l'Equiperment et des Transports.

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

- Maître Sidi Mohamed Ould Mohamed Vall, Ministre des Mines et de l'Industrie.
- Monsieur Diagana Moussa Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme.
- Monsieur Sow Abou Demba, Ministre de la Justice.

Ministère du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme

- Monsieur Abdellahi Ould Abdi Ministre de Pêches et de l'Economie Maritime.
- Monsieur Mohamed Lemine Ould Ahmed, Ministre de l'Hydraulique et de l'Energie.
- Monsieur Kane Cheikh Mohamed Fadel, Ministre des Finances.

Ministère des Mines et de l'Industrie

- Monsieur Diagana Moussa Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme.
- Mouhamedou Ould Michel, Ministre du Plan.
- Monsieur Rachid Ould Saleh, Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

- Monsieur Mohamed Ould Amar Ministre de l'Equiperment et des Transports.
- Monsieur Mohamed Lemine Ould Ahmed, Ministre de l'Hydraulique et de l'Energie.
- Monsieur Abdellahi Ould Abdi Ministre de Pêches et de l'Economie Maritime.

Ministère de l'Equiperment

- Monsieur Maouloud Ould
- du Développement Rural et
- Monsieur Diagana Moussa
- de l'Artisanat et du Tourisme
- Monsieur Ahmed Ould G
- Santé et des Affaires Social

Ministère de l'Hydraulique

- Monsieur Ahmed Ould G
- Santé et des Affaires Social
- Maître Sidi Mohamed
- Ministre des Mines et de l'
- Monsieur Maouloud Oul
- du Développement Rural et

Ministère de l'Education

- Monsieur Mactar Oul
- Fonction Publique, du Tra
- Sports.
- Monsieur Ahmed Ould G
- Santé et des Affaires Social
- Monsieur Limam Ould
- Culture et de l'Orientation

Ministère de la Fonction Publique et de la Jeunesse

- Maître Sghair Ould
- l'Education Nationale.
- Monsieur Lemrabott Sidi
- Ahmed, Ministre de l'
- Télécommunications.
- Monsieur Ahmed Ould G
- Santé et des Affaires Social

Ministère de la Santé

- Monsieur Mactar Oul
- Fonction Publique, du Tra
- Sports.
- Maître Sidi Mohamed
- Ministre des Mines et de l'
- Monsieur Mohamed Lem
- de l'Hydraulique et de l'En

Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique

- Monsieur Sow Abou Dem
- Monsieur Rachid Oul
- Communication et des Rel
- Maître Sghair Ould
- l'Education Nationale.

Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement

- Monsieur Mohamed Lem
- de l'Hydraulique et de l'En
- Monsieur Mactar Oul
- Fonction Publique, du Tra
- Sports.
- Monsieur Ahmed Ould G
- Santé et des Affaires Social

ART 2 - Le présent décret Officiel abroge et remplace le décret n° 1992

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

ACTES REGLEMENTAIRES

DÉCRET n° 104-93 du 20 juillet 1993 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Tokyo (Japon) le 2 juillet 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Japonais de Coopération Economique d'Outre - Mer (O.E.C.F.).

VU la loi 93-29 du 17 juillet 1993 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Tokyo (Japon) le 2 juillet 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Japonais de Coopération Economique d'Outre - Mer (O.E.C.F.).

ARTICLE PREMIER. Est ratifié l'accord de prêt signé à Tokyo (Japon) le 2 juillet 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Japonais de Coopération Economique d'Outre - Mer (O.E.C.F.) d'un montant de 4.663.000.000 (Quatre milliards six cent soixante trois millions) de yens, relatif au financement du programme d'ajustement du secteur des entreprises publiques.

ART 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE
MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

DÉCRET n° 105-93 du 20 juillet 1993 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Washington (U.S.A) le 2 juillet 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale pour le Développement (A.I.D.) pour le projet d'appui à l'enseignement professionnel.

VU la loi 93-30 du 17 juillet 1993 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Washington (U.S.A) le 2 juillet 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale pour le Développement (A.I.D.) pour le projet d'appui à l'enseignement professionnel.

ARTICLE PREMIER. Est ratifié l'accord de prêt signé à Washington (U.S.A) le 2 juillet 1993 entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale pour le Développement (A.I.D.) pour le projet d'appui à l'enseignement professionnel.

ART 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE
MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

Ministère de la Défense Nationale

ACTES REGLEMENTAIRES

Décret n° 102-93 du 12 juillet 1993 modifiant et abrogeant le décret n° 54/81 du 23 mai 1981 fixant les attributions du Ministre de la Défense Nationale et l'organisation de l'administration centrale de son département ainsi que le décret n° 33-89 du 17 mai 1989 modifiant l'article 2 du même décret.

ARTICLE PREMIER. Le Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution de la politique générale en matière de défense nationale et notamment de l'organisation des Forces Armées. Il exerce son pouvoir de tutelle sur les établissements relevant de son département.

ART.2. - Le Ministre de la Défense Nationale dispose de :

A- l'Administration centrale de son Ministère qui comprend :

- 1- Le cabinet du Ministre
- 2- Le secrétariat Général
- 3- L'inspection des Forces Armées
- 4- Le contrôle Général des Armées
- 5- L'inspection de la Gendarmerie Nationale
- 6- La direction des études Générales
- 7- La direction du sous - ordonnancement du budget du Ministère de la Défense Nationale
- 8- La direction des relations extérieures
- 9- La direction de la Justice Militaire
- 10- Le service de la synthèse et de la Sécurité Défense.

B- LES STRUCTURES PERMANENTES DE COMMANDEMENTS :

- L'Armée Nationale (Terre - Air - Mer)
- La Gendarmerie Nationale

ART.3. 11 - LE CABINET DU MINISTRE

Le cabinet du Ministre comprend :

11.1. Les conseillers techniques qui sont au nombre de trois (03)

Terre - Air - Mer

11.2. Le conseiller juridique
11.3. Le secrétariat particulier

ART.4. - Les conseillers techniques traitent les affaires qui leur sont confiées par le Ministre et de donner leur avis sur les questions auxquelles ils sont consultés.

ART.5. - Le conseiller juridique traite les questions juridiques.

ART.6. - Le secrétaire général est chargé des affaires relatives à l'organisation de ses audiences et de son service.

ART.7. 12- LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Le Secrétaire Général assiste le Ministre dans la coordination de l'administration centrale des Forces Armées. Il dispose sous son autorité des services ci - après :

12.1. Le service de la charte de la Défense Nationale et de la vérification de la conformité des actes législatifs et réglementaires avec la décision du Ministre.

12.2. Le service de la traduction et de la traduction de tous les documents du département.

12.3. Le service des affaires financières qui est chargé de la gestion des affaires civiles, de matériel et de l'administration centrale.

12.4. Le service des archives et de la conservation des documents.

12.5. Le service du secrétariat de la réception du courrier et de son exploitation et de différents services.

ART. 8 - 13 - L'INSEPECTION DES FORCES ARMEES

L'inspecteur des Forces Armées est chargé d'une mission de contrôle et de renseignement.

Il contrôle :

- l'aptitude opérationnelle des formations
- l'instruction militaire sur le plan civique, moral et physique conformément aux directives du Ministre.
- la discipline dans le cadre des règlements en vigueur
- le moral des cadres et de la troupe
- les conditions matérielles de vie des formations

Il renseigne :

- Le Ministre sur tout ce qui constitue le potentiel de l'Armée Nationale.
- Les cadres de l'Armée Nationale sur la politique du Gouvernement.
- L'inspecteur des Forces Armées a droit aux honneurs militaires.

L'inspection des Forces Armées comprend :

- 13-1- La sous - Inspection Terre
- 13-2- La sous - Inspection Air
- 13-3- La sous - Inspection Mer

ART. 9 - 14 - LE CONTRÔLE GENERAL DES ARMEES

Le Contrôle Général des armées est dirigé par un contrôleur Général, chef du contrôle Général des Armées qui est chargé de vérifier dans tous les organismes relevant du Ministre ou soumis à sa tutelle l'application des lois, règlements et instructions ministérielles. Son action repose sur la sauvegarde du droit des personnes et des intérêts du Trésor.

En outre il prépare les avis sur les projets d'actes ou décisions pouvant avoir une incidence financière et sur les projets de lois ou textes réglementaires sur lesquels le Ministre a décidé de consulter le contrôle Général des Armées.

Le Personnel du Contrôle Général des Armées est sélectionné parmi les officiers intendants, juristes et Administrateurs de qualification universitaire. Le chef du contrôle Général des Armées a droit aux honneurs militaires.

Un statut à paraître définira le régime particulier du personnel du contrôle Général des Armées.

Le contrôle Général des Armées est articulé en groupes :

- 14-1- Groupe des corps de Troupe et unités militaires,
- 14-2- Groupe de la Gendarmerie et des services communs,
- 14-3- Groupe de l'intendance, des commissariats, et des services personnels,
- 14-4- Groupe des services de matériel,
- 14-5- Groupe de contrôle central,

En dehors de ces groupes, des groupes temporaires peuvent être créés par arrêté du Ministre pour exécuter certaines missions.

ART. 10. - 15 - L'INSPECTION DE LA GENDARMERIE NATIONALE

L'inspecteur de la Gendarmerie Nationale a pour mission d'exécuter un contrôle supérieur dans tous les domaines et en particulier :

- de vérifier que la Gendarmerie peut remplir toutes les missions qui lui sont confiées et de proposer les mesures éventuelles nécessaires à leur accomplissement
- de renseigner le Ministre sur la situation de la Gendarmerie et sur ses besoins particuliers
- de procéder sur instruction du Ministre à des études ou à des enquêtes.

- d'inspecter l'Etat - Major, les formations et les unités de la Gendarmerie Nationale
- de prescrire ou proposer les redressements nécessaires à la suite des constatations faites.

En outre, l'inspecteur attire l'attention à la bonne exécution des domaines judiciaires, administratifs, honneurs militaires. L'inspection de la Gendarmerie Nationale comprend :

15-1- La sous - inspection de la Gendarmerie

15-2- La sous - inspection de l'infrastructure.

ART. 11. - 16 - LA DIRECTION DES ETUDES

Le directeur des études est chargé de l'étude, et du suivi des projets de grande portée intéressant le Gouvernement.

La direction des études comprend :

16-1- Le service des études

16-2- Le service de la planification

ART. 12. - 17 - LA DIRECTION DU BUDGET DU MINISTRE DE LA DEFENSE

La direction du sous - ordonnancement du Ministère de la Défense est chargée de l'ordonnancement des dépenses.

Les attributions de la direction du sous - ordonnancement sont définies par les dispositions du décret n°73.

Elle comprend :

17-1- Un bureau dont le chef est chargé de l'ordonnancement des affaires courantes et urgentes.

17-2- Le service de la vérification qui assure la gestion du budget du Ministère de la Défense.

17-3- Le service de la comptabilité chargé du suivi de la comptabilité des matériels de l'ensemble du département.

17-4- Le service des pensions chargé de la constitution de la caisse de retraite et de l'exploitation et du suivi de la caisse.

ART. 13. - 18 - LA DIRECTION DES RELATIONS EXTERIEURES

Le directeur des relations extérieures est chargé de :

- de l'élaboration des relations extérieures
- de la gestion des relations extérieures
- de la gestion des relations extérieures

La direction des relations extérieures comprend :

18-1- Le service de la coopération extérieure

18-2- Le service de l'information extérieure

18-3- Le service de l'information publique.

ART. 14. - 19 - LA DIRECTION DES RELATIONS MILITAIRES

Le directeur de la Justice est chargé de l'ensemble des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Justice.

La direction de la Justice comprend :

19-1- Le service de la formation

19-2- Le service de la gestion

19-3- Le service emploi.

ART. 15. - 20 - LE SERVICE DE LA SECURITE - DEFENSE

Le chef de service de la sécurité - défense est chargé de la centralisation et la sécurité du renseignement de l'ensemble du département.

ART.16. - L'organisation et les attributions des services non définies par le présent décret seront précisées par arrêté Ministériel.

ART.17. Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment le décret n°54-81 en date du 23 mai 1981, fixant les attributions du Ministre de la Défense Nationale et l'organisation de l'administration centrale de son département, ainsi que le décret n°33-89 en date du 17 mai 1989 modifiant l'article 2 de ce même décret.

ART.18. - Le Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Decret n° 97-93 du 06 juillet 1993 d'un élève officier de l'Armée nationale capitaine.

ARTICLE PREMIER. - l'élève National Mohamed M. Matricule 86 561, est nommé capitaine à compter du 10

ART 2. - Le Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

ACTES DIVERS

Decret n° 93-082 du 06 juillet 1993 PRI MDRE Modifiant certaines dispositions du Decret n° 91.044 du 19 mars 1991 portant nomination du Président et des membres du Conseil d'Administration du Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole de Kaédi (CNRADA).

ARTICLE PREMIER. - Les dispositions de l'article premier du décret n° 91.044 du 19 mars 1991 sont modifiées ainsi qu'il suit :

Président.

Monsieur Ahmed Youra Ould Imame, Conseiller du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement en remplacement de Monsieur Diarra Mamadou.

Le reste sans changement.

ART 2: Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

ART 3: Le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Decret n° 93-083 du 08 JUILLET 1993 portant modification du décret n° 80.081 du 25 avril 1980 modifiant le décret n° 172 du 9 décembre 1978 portant création et organisation d'un établissement public dénommé Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole de Kaédi.

ARTICLE PREMIER. - Les dispositions de l'article 2 du décret n° 80.081 du 25 avril 1980 modifiant le décret n° 172 du 9 décembre 1978

portant création et organisation d'un établissement public dénommé Ecole Nationale de Vulgarisation Agricole de Kaédi, qu'il suit :

ART 2. (nouveau) - L'organisation du Conseil d'Administration

Un Président
Un représentant des Finances,

Un représentant de la Fonction Publique et des Sports,

Un représentant du

Le délégué régional du Développement Rural de Gorgol

Le directeur de la Vulgarisation

Le directeur général représentant

Le directeur du Centre Agronomiques et

Un représentant de l'Environnement et de l'Urbanisme

ART 3. - Le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement et le Ministre de l'Environnement et de l'Urbanisme sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera

Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement

ACTE REGLEMENTAIRE

Decret n° 93-081 du 06 juillet 1993 Modifiant le décret n° 91-028/MF du 14 février 1991 portant création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé Agence Mauritanienne d'Information.

ARTICLE PREMIER. - L'article 4 du décret n° 91-028 du 14 février 1991 portant création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé Agence Mauritanienne d'Information est modifié comme suit :

L'organe délibérant appelé Conseil d'Administration comprend outre son Président :

- le représentant du Ministère chargé des Relations avec le Parlement,

- le représentant du Ministère chargé de l'Intérieur, des postes et Télécommunication,

le représentant du Ministère de la Communication,

le représentant du Ministère de l'Orientation Islamique et de la Culture

le représentant de la Fonction Publique

le représentant du Personnel

Le reste sans changement.

ART 2. Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

ART 3. Le Ministre des Relations avec le Parlement est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Conseil Constitutionnel

DÉCISION N° 005/DC du 04 juillet 1993

ARTICLE PREMIER - La loi organique modifiant et remplaçant l'article 2 de l'ordonnance n°91.029 du 7 octobre 1991 est déclarée conforme à la constitution.

ART.2 La présente décision
Officiel de la République Isl

III - ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES DROITS FONCIERS

Bureau de Nouakchott

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

au livre foncier du Cercle de Trarza

Suivant réquisition, n° 388 déposée le 16 juin 1993
Le Sieur Baba Ould Amar Jeouda profession _____
demeurant à Aboun El Atrouss et domicilié à
Ile demande l'immatriculation au livre foncier
d'Aboun El Atrouss d'un immeuble urbain bâti
Consistant en un terrain de forme rectangulaire.
d'une contenance totale de neuf ares zéro centiares
(09a 00 ca)

situé à ARGOUB EXT

connu sous le nom de lot n° 185 et borné à

Ile déclare que le dit immeuble lui appartient.

et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou
charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-
après détaillés, savoir : néant

Toutes personnes intéressées
opposition à la présente imm
conservateur soussigné, da
compter de l'affichage du p
incessamment en l'auditoir

Le conservateur de la

Dione Bo

AVIS DE

Il est porté à la connaissance
de la copie du titre foncier n
Cercle du Trarza, au Sie
Abidine Homme d'affaires.

Nouakchott, le

le No

Mohamed Ou

ABONNEMENTS ET ACHATS AU NUMERO	BIMENSUEL Paraissant les 15 et 30 de chaque mois	ANNUEL
<p>Abonnements : UN AN</p> <p>Ordinaire 4000 UM</p> <p>Pays du Maghreb 4000 UM</p> <p>Etrangers 5000 UM</p> <p>Achats au numéro :</p> <p>Prix unitaire 200 UM</p>	<p>POUR LES ABONNEMENTS ET ACHATS AU NUMERO S'adresser à la direction de l'Édition du Journal officiel, B.P. 188, Nouakchott (Mauritanie)</p> <p>Les achats s'effectuent exclusivement au comptant, par chèque ou virement bancaire Compte Chèque Postal n° 391 Nouakchott</p>	<p>Les ann</p> <p>L'administ</p> <p>qua</p>

Edité par la Direction Générale de la Législation, de la Traduction et

PREMIER MINISTÈRE